

aussi distinguée que le Major Campbell, du Bas-Canada, depuis plusieurs années établi dans le pays, et qui a pris aussi une part active dans tout ce qui a rapport à l'agriculture, s'est venue, à cette saison, d'aussi loin pour assister à cette exhibition et s'assurer s'il y avait quelque chose dans le Haut-Canada, qu'il pourrait remporter, dans le but d'améliorer le système agricole dans le Bas-Canada. Le Maire a bien voulu m'appeler le premier membre du pays Je ne le suis pas. Une personne plus distinguée occupe le fauteuil de la Chambre d'Assemblée, et il est d'ordinaire de l'appeler le premier membre. Cependant, j'ai dans plus d'une occasion occupé ce fauteuil : et je serais très heureux si j'avais rempli cette charge d'une manière digne de l'approbation des citoyens et de mon pays. (Applaudissemens.) J'ai depuis entrepris une tâche qui est peut être plus ardue. Je ne prétends pas faire allusion à rien qui soit d'une nature politique, mais je veux seulement dire que je m'acquitterai de cette charge le mieux que possible, comme je me suis acquitté des autres auxquelles on a bien voulu m'appeler. (Applaudissemens.) Si je suis supporté par la voix du pays, et je crois avoir votre confiance, je ferai cette réflexion avec plaisir ; et quand je verrai que je n'ai plus votre confiance, je donnerai ma place à un homme plus habile. (Applaudissemens.)

Le Président proposa alors, " Lady Head et le Beau Sexe du Canada." (Applaudissemens.) Son Excellence répondit : Je vous remercie très sincèrement de la part de Lady Head, pour avoir bien voulu boire à sa santé. Elle m'a accompagné dans mes excursions, par tout le Bas-Canada, et aussi jusqu'ici dans le Haut-Canada ; et les scènes qu'elle a vues, et les personnes qu'elle a rencontrées ont bien compensé pour les fatigues qu'elle a éprouvées (Applaudissemens). Je suis certain qu'elle sera heureuse de rencontrer le peuple du Canada dans toutes les occasions. (Applaudissemens.) Je vous remercie très sincèrement, et je vais maintenant me rendre chez moi, et lui dire ce qui c'est passé. (Grands applaudissemens.)

—:—

LES RÉCOLTES EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE.

Les anticipations d'une grande récolte de céréales dans le centre de l'Europe n'ont pas été réalisées par les rapports de la moisson. En France et en Allemagne on s'accorde tous à dire que les récoltes sont au-dessous de la moyenne. D'après les dernières nouvelles de France il paraît que le gouvernement a de suite fait connaître aux pays fertiles en grains, surtout ceux du Nord de l'Amérique, que les provisions en France étaient d'un dixième moindre de ce qu'il en fallait, ce pourquoi la France devait nécessairement dépendre sur des pays étrangers. Le *Moniteur* de Paris dans un article officiel dit que le défaut dans la récolte du blé est estimé à 7,000,000 de hectolitres, égal à 20,000,000 de minots. Dans le Nord de l'Europe la moisson a été petite, et dans les principautés, dans le Sud et l'Est de l'Europe la guerre a été cause

qu'elle a été négligée. Dans le Canada et les Etats-Unis la moisson au contraire a été très belle, et on estime qu'il pourra en être fait une exportation de 50,000,000 de minots de surplus au moins. Le gouvernement de France éloignant toute idée de cette grande question par des moyens artificiels, et adoptant dans le besoin la manière hardie du commerce libre, a fait savoir sous l'autorité des ministres du commerce et de l'industrie que de ce jour au mois de mai mil huit cent cinquante-six, la France fournira au moins la moitié du surplus du blé cru dans le Canada et les Etats-Unis. Quelle ouvrira ses ports jusqu'à la fin de l'année 1856 pour la réception de toutes substances alimentaires, sans taxes, et qu'elle facilitera leur transport à l'intérieur par les chemins de fer et les canaux sous le contrôle du gouvernement, afin d'encourager les acheteurs, et les importations, et afin d'égaliser le prix des grains partout le pays, et enfin qu'elle assurera aux producteurs étrangers la plus grande liberté dans leurs transactions ; de sorte que s'ils envoient leurs produits ils trouveront à les vendre de suite.

C'est certainement une bonne nouvelle pour le cultivateur Canadien et il devra se préparer à le faire, vu que ses voisins le feront certainement. Quand on a eu de bonnes récoltes, il faut avoir des marchés accessibles. Pour l'année prochaine les ports de Dunkirk, Calais, Boulogne, Dieppe, St. Malo, Havre, Bordeaux et Marseille, et toute la frontière de la France seront aussi libres pour les céréales canadiennes qu'aucun des ports de nos lacs et rivières. Pendant l'année prochaine au moins, nos cultivateurs auront une réciprocité avec la France aussi libre que celle qu'ils ont avec les Etats-Unis, pour ce qui concerne les productions de notre pays ; mais ce n'est pas tout, l'Allemagne devra aussi ouvrir ses ports aussi librement à nos produits, ou, elle trouvera dans le besoin son peuple plus difficile à gouverner qu'elle ne le trouve aujourd'hui. Et les marchés de l'Europe une fois qu'ils nous seront ouverts se fermeront difficilement.

Ainsi la condition politique de l'Europe et le défaut partiel de la récolte, vont nous donner un accès immédiat aux marchés du vieux monde et nous mettre en état d'acheter en retour, et sous des circonstances favorables, les vins et les cotons, les laines et les soies du continent de l'Europe. La France peut maintenant, s'il lui plaît, encourager un commerce directe avec le

Canada, et nous joindre à elle par des liens étroits d'intérêts réciproques. Par nos rivières et nos chemins de fer, nous pouvons lui envoyer, sans limites, la nourriture dont elle a besoin, et recevoir en retour les produits dont elle peut si bien disposer. Avant qu'un autre hiver se passe, le rapport de M. De Belvéze paraîtra ; il fera voir nos grandes facilités de communication. L'exposition des produits canadiens à Paris, et les travaux de ceux qui ont fait des essais feront voir longtems aux ports français et canadiens, par notre commerce amélioré et l'augmentation de nos produits, les résultats que l'on peut obtenir.

Que nos cultivateurs soient donc sur le qui-vive, et qu'ils prennent tous les moyens possibles pour envoyer le surplus de leurs productions aux nouveaux marchés qui leur sont ouverts. Qu'ils remarquent bien que si la guerre continue, comme il est tout probable, que le nouveau monde doit aussi continuer à être le grenier du vieux monde, et que si le Canada fait bien sa part, il sera avantage plus que tout autre pays par le développement rapide de son agriculture et de son commerce, et par l'augmentation de ses colons et la culture de ses terres incultes.

Nous extrayons ce qui suit de la correspondance de Paris du *Times* de Londres :—

" Le gouvernement a franchement admis qu'il y a un déficit dans la moisson de blé d'environ sept millions d'hectolites, et qu'il faut en acheter ailleurs pour y suppléer. La France aura probablement quelque chose comme cinq millions sterlings à dépenser pour l'achat du blé étranger. Son exportation est interdite, et la loi temporaire par laquelle les ports sont ouverts pour la nourriture de tous genres, est prolongée jusqu'à la fin de l'année prochaine. Afin d'adoucir la détresse occasionnée par la cherté des provisions, les travaux publics seront continués et l'industrie sera encouragée par tous les moyens possibles. Le *Moniteur* publiait hier un article officiel digne d'attention à cause de la franche reconnaissance qu'il contient de l'extrême importance du sujet, et des principes raisonnés d'économie politique à laquelle on fait un hommage quelque peu tardif. Il y a environ deux ans, à l'occasion du défaut de la moisson en 1853, le gouvernement français adopta un système bien différent et quelques-uns de nos lecteurs doivent se rappeler que nous avons protesté avec chaleur, alors, contre l'absurdité de condamner les boulangers de Paris à un prix légal fixe, reconnu être au-dessous du coût de l'article, tandis que les fonds municipaux de la ville de Paris devaient indemniser les boulangers pour ce sacrifice.

Néanmoins ce plan fut essayé, et les citoyens de Paris continuèrent à manger du pain à bon marché pendant une période